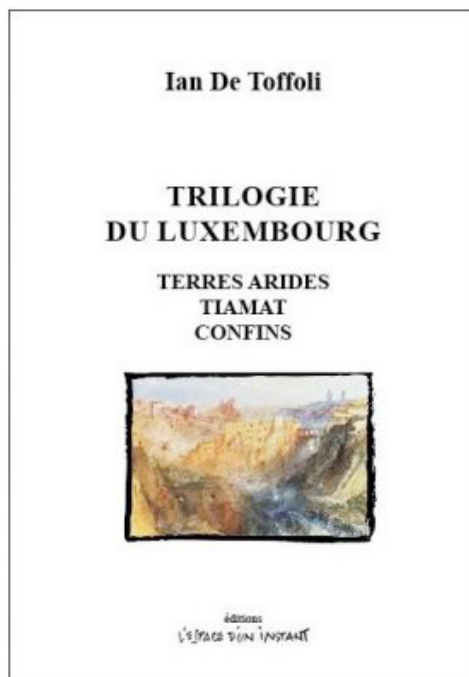


# Trilogie du Luxembourg

Ian De Toffoli



 **COMÉDIE DE CAEN**

Sélection 2024

## DES TROUS DANS LA TERRE

J'ai rencontré Ian De Toffoli en 2010, quand je suis arrivé à la tête du Centre dramatique national de Thionville, le NEST. Nous nous étions réunis avec des théâtres luxembourgeois, belges et français, pour des ateliers d'écriture qu'il menait en direction de lycéens.

Grand, blouson de cuir, une bière à la main, barbe de trois jours et cheveux bruns mi-longs cachant son regard bleu, il devait avoir trente ans et ressemblait davantage aux ados qu'à un auteur dramatique sérieux.

Par jeu ou par provocation, je lui ai demandé s'il pensait un jour écrire le *Guillaume Tell* de son pays, le Luxembourg: une pièce épique, avec plein de personnages et de décors, qui parle de l'Histoire de sa patrie. Ce sujet me semblait peu présent sur les scènes du Grand-Duché, comme s'il n'y avait rien à raconter...

Il m'a répondu par un éclat de rire qui a secoué sa bière.

Quelques mois plus tard, j'ai reçu un courriel de Ian: «Voici mon *Guillaume Tell*», accompagné d'un fichier nommé *Tiamat*.

C'était une pièce monologuée, avec, en guise de héros national, un avocat d'affaires trouble, et, pour tous arc et flèches, une mallette remplie de billets. Pas de cote de mailles, mais un complet ajusté. Pas de montagne ni de lac, mais un café au rideau baissé. Pas de

pomme sur la tête d'un enfant, mais l'attente d'une bière et un taulier silencieux.

*Tiamat* est un soliloque, une seule phrase digressive ponctuée de silences assoiffés, comme un hommage à l'auteur de *La Nuit juste avant les forêts*.

Tard le soir, un avocat d'affaires surgit et commande «une mousse». Dans l'attente d'être servi, il livre sa confiance. Ou plutôt son deal, car, chez De Toffoli comme chez Koltès, toute parole engage celui qui parle autant que celui qui écoute.

*Tiamat* raconte l'hybris d'un homme cynique et puissant qui veut l'être davantage, quand, dans une vente d'«antiquités de sang», il est pris d'une envie irrépressible d'acquérir une statuette, un petit lézard sombre. C'est Tiamat, très ancienne déesse mésopotamienne du Chaos, dont la puissance magique trouve un avatar contemporain dans le néolibéralisme et la dérégulation à l'œuvre au Grand-Duché.

J'ai eu l'honneur de créer *Tiamat* au Théâtre du Centaure, avec l'excellent Valéry Plancke, en mars 2018.

L'écriture de De Toffoli empoigne le réel. Pour chaque pièce, il mène l'enquête. Les sources sont facilement accessibles dans un petit pays comme le Luxembourg : on connaît quelqu'un qui connaît quelqu'un. Après quoi, le dramaturge réagence les éléments : «Il faut accepter d'être incomplet, fragmentaire, il ne faut pas avoir peur de travailler comme un faussaire, de mêler les sources (historiques notamment) à l'imagination.»

Parmi les imaginaires que Ian affectionne, il y a les épopées antiques, les combats des hommes avec des puissances qui les dépassent, leurs errances sur la terre. Ian «rehausse» ainsi la réalité en empruntant à Gilgamesh ou l'Énéide, transformant ses personnages en héros luttant contre des forces invisibles, positives ou négatives ; une quête qui va les mener loin de chez eux.

Ainsi, *Terres arides* nous transporte au Moyen-Orient, patrie de l'écriture cunéiforme et des premières épopées. Cette «pièce documentée» prend sa source dans un article de journal dont Ian raconte le «making of». Son héros est l'auteur de l'article, un

grand reporter qui se bat contre l'avis de sa hiérarchie, au risque de sa carrière et de sa vie. Il y révèle au grand public l'existence de S., jeune jihadiste, élevé au Grand-Duché, converti à l'islam, ayant pris part à la guerre en Syrie et aujourd'hui enfermé dans une prison kurde, dans la plus grande indifférence des pouvoirs publics luxembourgeois. La pièce raconte le voyage du journaliste pour aller interviewer le jeune homme. Elle prend la forme d'une conférence adressée au spectateur. Plus que dans *Tiamat* qui est une fiction, cette confrontation du spectateur avec le réel (le récit d'un scandale luxembourgeois porté par le corps des acteurs) l'engage jusque dans sa citoyenneté. Le théâtre de De Toffoli retrouve ainsi l'ancienne fonction politique des tragédies antiques. La pièce a été créée au Théâtre du Centaure, en janvier 2021, avec Luc Schiltz et Pitt Simon et a contribué à un débat public encore vivant aujourd'hui.

*Confins*, la dernière pièce du recueil, est un grand format qui mobilise une quinzaine de personnages, avec une scénographie pour grande salle... Ian poursuit sa chronique luxembourgeoise en s'attaquant au récit national et européen de la sidérurgie et de la migration, mêlant interviews, documents et inventions, pour imaginer un devenir possible du Luxembourg.

*Confins* s'inspire du projet Space Mining lancé par le Luxembourg dans les années 2010, qui envisage l'exploitation et la commercialisation de minerais extraterrestres. C'est un théâtre d'anticipation tout droit sorti de *Star Trek* : la salle de théâtre est un vaisseau spatial où acteurs et public forment un groupe de « réfugiés intergalactiques », migrants d'un nouveau type ayant échappé à la ruine de la Terre, en quête d'une nouvelle planète à exploiter. Pour se reconstruire et « apprendre de [leurs] erreurs », les instances publiques de ce qui pourrait être un condensé du Luxembourg, nous représentent son Histoire : les étapes de la construction européenne, le développement de la sidérurgie luxembourgeoise et la vie des ouvriers migrants italiens, jusqu'à l'effondrement de l'Occident et du monde : catastrophes naturelles, migrations climatiques, guerres civiles...

Comédie noire, elle est trois fois ironique : parce que Space Mining reproduit le discours du projet européen qu'il dénonce, pour un futur « paradisique » (c'est-à-dire la fin de l'Histoire) ; parce que les ressources d'une terre, certes nouvelle, seront limitées elles aussi ; parce que ce projet est le fruit d'une petite élite autoproclamée, qui a anticipé et précipité la crise, tout comme l'avaient fait, il y a quelques décennies, les patrons de la sidérurgie pour sauver leur peau. La pièce a été créée en italien, au Festival de Naples, en juillet 2021.

Avec *Trilogie du Luxembourg*, Ian De Toffoli accepte et confirme son lieu d'écriture : le Luxembourg ou le « bourrelet de l'Europe », comme il l'appelle avec une tendre vacherie. « Je pense simplement que – et c'est une chose que je n'aurais pas pensée, il y a quelques années –, artistiquement, littérairement, le Luxembourg est une aubaine. Qu'il y a matière à écrire. » Il n'oublie pas qu'il est petit-fils d'immigrés : il écrit d'en bas, des usines, des bars, des mines, des trous dans la terre.

*Trilogie du Luxembourg* est le premier recueil de théâtre de Ian De Toffoli. C'est un acte artistique et politique fort. Son théâtre effervescent le place aux côtés d'auteurs européens, comme l'Allemand Falk Richter, le Danois Christian Lolicke, ou encore Fausto Paravidino et les auteurs italiens du Teatro di Narrazione.

Puisse cet ouvrage contribuer à faire découvrir l'œuvre de Ian De Toffoli, petit-fils d'immigrés italiens et écrivain du Luxembourg, c'est-à-dire de partout.

Jean Boillot

Avant de commencer, sachez que certaines choses qui vont être dites ce soir ne sont pas très agréables à entendre, mais nous pensons qu'il ne faut ni les mettre de côté ni les nier ou les refouler.

L'histoire des hommes, depuis les temps où ils ont commencé à dessiner sur les parois des grottes et puis, plus tard, à élever des enceintes autour des terres qu'ils proclamaient être les leurs, n'a été qu'un continuel bain de sang.

Ce n'est pas nécessairement à nous de spéculer sur l'origine de cette violence collective, mais ça peut être à nous de partager avec une audience deux expériences particulières au sein de ce vaste tourbillon qu'est la guerre de tous contre tous, aujourd'hui si tristement représentée par les événements en Syrie.

Vous êtes un public averti, nous n'avons pas besoin de remonter aux origines de ce conflit, même si – c'est ce que nous aimerions raconter ce soir – les choses sont toujours liées entre elles.

Tout commence par un graffiti, couleur rouge sur fond ocre, qu'une bande de gamins inscrit sur le mur d'une école à Daraa, une

ville du sud-ouest de la Syrie, à la frontière jordanienne, non loin du Liban et d'Israël. «Jay alek el door ya doctor».

Cela signifie «Ton tour arrive, docteur», c'est adressé au président syrien Bachar al-Assad, qui a fait des études d'ophtalmologie et travaillé comme apprenti au St Mary's Hospital de Londres, avant la mort accidentelle de son frère aîné et son retour forcé en Syrie.

Nous sommes aux derniers jours de février 2011, peu de temps après la chute d'Hosni Moubarak en Égypte en pleine époque révolutionnaire qu'on a fini par appeler, un peu à tort, il faut l'avouer, le «printemps arabe».

Les gamins sont arrêtés par les services de renseignement et traînés, menottés, hors de leurs salles de classe. Ils sont frappés, fouettés, battus à coups de câbles électriques sur la plante des pieds, à certains on arrache les ongles. Début mars, les premières manifestations de soutien aux gamins sont organisées à Daraa. Elles sont brutalement réprimées par les forces armées du régime. L'engrenage est lancé.

Fin juillet 2011, un groupe d'officiers annonce la formation d'une armée rebelle, appelée l'Armée syrienne libre, composée de dizaines de milliers de soldats du régime al-Assad qui ont fait défection. C'est le premier établissement d'une force militaire d'opposition au pouvoir officiel. Et c'est également la date de début de la lutte armée. Le pays sombre dans la guerre civile.

L'histoire que nous voulons raconter ce soir n'est pas à proprement parler une histoire de guerre, même s'il est impossible de faire abstraction du contexte sanglant dans lequel elle s'est déroulée. Mais ce n'est pas de cela que nous voulons parler, pas du déchirement de ce pays, pas des multiples belligérants, pas de

ces dizaines de régimes, de milices, de factions, de groupes, de résistances, de brigades, de fronts et de mouvements qui sont tour à tour alliés puis antagonistes.

La guerre civile syrienne est une guerre confuse. Le conflit dure maintenant depuis plus de onze ans. Les affrontements, encore aujourd'hui, continuent quotidiennement. Entre le régime officiel et les rebelles. Entre les Forces démocratiques syriennes, composées des Kurdes des Unités de protection du peuple, le YPG, et des Unités de protection de la femme, le YPJ, ainsi que différentes tribus arabes, et les combattants de l'organisation salafiste djihadiste de l'État islamique, appelé également, selon son acronyme arabe, Daesh.

Sans oublier les ingérences de l'Iran et de la Russie au soutien du gouvernement al-Assad, l'invasion turque – baptisée trompeusement « Source de paix » – de la région autonome du Rojava, et la formation d'une coalition internationale de vingt-deux pays, menée par les États-Unis et dont fait partie la France, qui soutient les Kurdes dans leur campagne contre les djihadistes.

La guerre a fait cinq cent mille morts, des soldats, des victimes civiles, des prisonniers exécutés dans les geôles du régime syrien. Elle a forcé au déplacement la moitié de la population. Elle a provoqué la fuite à l'étranger de cinq à six millions de Syriens, c'est-à-dire un quart de la population, parce que leur pays était devenu la gueule d'un requin.

\*

Malgré leur caractère inextricable, il ne faut pas croire que les événements en Syrie ne nous concernent pas. Rien n'est plus faux. C'est de cela, justement, que nous voulons parler, de ce que la guerre

civile syrienne révèle sur nous et sur la morne résignation de nos décideurs politiques.

Il faut commencer par dire la notoriété fulgurante de l'État islamique, qui, à son apogée, en 2014, contrôle un territoire de cent dix mille kilomètres carrés, qu'il appelle califat, et où vivent presque huit millions d'habitants, et dont le nombre de combattants croît de cinq mille en 2011 à cent vingt-cinq mille en 2015, y compris entre vingt mille et quarante mille étrangers, issus des pays du Golfe, du Maghreb, des Balkans, du Caucase, d'Asie centrale, d'Amérique du Nord, mais aussi des pays scandinaves, d'Italie, d'Espagne et du Portugal, et surtout du Royaume-Uni, d'Allemagne, de Belgique, de France, et même du Luxembourg.

L'engouement des combattants étrangers est complexe à analyser. Il peut s'expliquer par un grand nombre de facteurs et raisons qui ne sont pas toujours liés à la pauvreté, à la délinquance et à la vie misérable dans une banlieue de grande ville. Beaucoup a déjà été dit et écrit à ce sujet.

Les idéaux totalitaires, comme le djihad, mais également la pensée idéologique d'extrême droite, ou même certaines formes de la lutte révolutionnaire et armée d'extrême gauche, peuvent fonctionner comme une tentative de pallier une absence de sens propre à notre système démocratique occidental. Ils proposent une alternative au vide idéologique et spirituel, là où nos sociétés néolibérales, où l'on ne se définit plus que par ce qu'on achète et consomme, ne sont plus capables de donner l'espoir en un futur meilleur.

En un sens, Daesh offre un cadre structurant à ces jeunes Européens partis en Syrie, qui leur permet d'apaiser leurs confusions.

Un autre motif est la revanche sociale qu'offre une appartenance à Daesh, où ces jeunes ne se retrouvent plus au bas de l'échelle

sociale, ne se sentent plus humiliés au quotidien, mais font partie des décideurs. C'est une quête de puissance, de domination, de sexe aussi.

Des milliers de jeunes hommes et femmes majoritairement issus de l'immigration, tiraillés entre la terre rêvée de leurs ancêtres où ils ne sont plus chez eux et le pays d'accueil où ils ne sont pas assimilés, ont rejoint l'organisation terroriste et ont vécu le djihad comme une façon de retrouver une identité et de se redonner une stabilité que la société leur refusait.

Évidemment, ce sont des raisons difficiles à admettre politiquement, en Occident. Tout comme il est difficile d'admettre la dimension politique du départ de ces jeunes. Ils sont le symptôme d'un malaise collectif, contre lequel notre système démocratique tente de lutter par des règles sécuritaires renforcées, au lieu d'être plus à l'écoute de ses citoyens et citoyennes. Au lieu de se mettre lui-même plus en question.

C'est de cela que nous voulons parler.

\*

Le 23 août 2019, un journaliste luxembourgeois, dont on n'a pas besoin de dire le nom ici, se rend au Rojava, dans une prison secrète tenue par les Forces démocratiques syriennes, pour réaliser un reportage sur le seul djihadiste issu du territoire luxembourgeois qui fait, techniquement, encore partie de l'organisation terroriste qu'est l'EI, afin de poser, aux autorités politiques et juridiques du Luxembourg, la question de ce qu'un État de droit est censé faire de ces jeunes citoyens du pays qui ont succombé à une idéologie radicale et qui croupissent maintenant dans une prison à l'autre bout du monde où ils risquent, sans véritable procès, une rapide exécution.

Si vous nous demandez pourquoi il est si important de parler de ce cas – au théâtre, ce soir, avec vous – tandis qu'en France il y a eu un millier de ces cas, de jeunes qui ont fugué, qui ont quitté l'Occident pour se faire tuer sur le champ de bataille d'une nouvelle croisade, ou qui, s'ils ne sont pas morts ou n'ont pas disparu dans la nature, sont rentrés complètement désabusés pour faire de la prison, et même au Luxembourg, on en compte six, de départs, deux combattants, des ressortissants étrangers qui ont brièvement séjourné au pays, dont un est parti avec sa femme et sa fille, sont morts, un autre a été extradé vers l'Espagne, donc, si vous nous demandez pourquoi il est si important de parler du cas de ce jeune homme qu'on dénommera simplement S. pendant tout le reste de cette soirée, laissez-nous vous l'expliquer en deux points :

Premièrement, parce qu'on a cru longtemps que le Luxembourg, ce petit bourrelet européen qui a su offrir, à coups de politique fiscale déloyale et autres pratiques plus ou moins douteuses, une commodité, une prospérité et une sécurité exemplaire à ses citoyens, serait immunisé contre le phénomène de la radicalisation islamiste, qui ne concernerait que les lascars et les caïds des banlieues délabrées des grandes villes européennes, alors que c'est justement ce départ-là, de ce jeune S., qui a quelque chose d'emblématique au niveau du mal-être occidental que nous venons de décrire.

Et, deuxièmement, parce que l'État de droit de ce pays, qui est malgré tout le nôtre, nous doit, à nous tous, citoyens ici rassemblés, à la question éthique de ce qu'on fait de S., encore une réponse.

Oui, c'est de cela que nous voulons parler, de ce double voyage en terres arides. Qui a à voir avec tout, avec la fausse commodité du Luxembourg et les fausses promesses de Daesh, avec le dépérissement de l'Europe, avec le courage des Kurdes, et le refus chétif de l'Occident de vouloir assumer les conséquences de ses actes ou non-actes.

Tout ça est lié.

\*

S., qui a grandi au Luxembourg, qui a vécu avec sa mère dans le village placide de Meispelt, où tout le monde se connaît, mais qui a la nationalité portugaise, fuit le Luxembourg pour rejoindre l'État islamique en novembre 2014. Il a vingt-sept ans, quand il part. Voici ce qu'il dira, plus tard, dans l'interview :

« Ma conversion à l'islam, elle s'est faite... Il y a eu un moment, où je me suis intéressé un peu à la religion, et puis j'ai parlé à quelqu'un qui... avait de la culture... islamique, il m'en a un peu parlé, et j'ai été surpris par certaines réponses que j'ai eues... et ça m'a... Un mois après lui avoir parlé, j'étais convaincu et je me suis converti à l'islam. »

C'était en 2010, en Algérie. Il existe des vidéos de la cérémonie. C'est l'époque de sa radicalisation, qui a lieu d'abord, comme souvent dans ces cas, sur les réseaux sociaux, dans des groupes de chat salafistes et autres, où il fait la rencontre de jeunes au même vocabulaire que lui, aux mêmes déceptions que lui, à la même hargne contre un système qu'ils qualifient d'injuste et d'oppressif que lui. À un moment, on le retrouve, avec d'autres convertis, en train de tracter dans les rues piétonnes de Luxembourg, pour répandre la parole du prophète. Le maire de la ville, aujourd'hui Premier ministre du pays, l'arrête en plein tractage et le menace alors d'une contravention.

Sur les réseaux, il rencontre un Français, qui lui dit qu'en Syrie il y a des écoles coraniques, où il peut tout apprendre et que c'est gratuit. Qu'il faut juste s'y rendre.

C'est également sur les réseaux qu'il trouve toutes les infos et les instructions détaillées sur le voyage en Syrie, compilées par ceux qui y sont déjà, et qui téléchargent sur les plateformes des PDF aux allures de guides de voyage pour apprentis djihadistes. S. prend un billet d'avion, aller simple, de Luxembourg à Istanbul.

Arrivé à Istanbul, il s'achète une carte SIM pour le téléphone, pour qu'il puisse au moins communiquer avec sa mère, et puis le soir il monte dans un bus, et, après dix-sept heures de trajet, il se retrouve à Gaziantep, une ville du sud de la Turquie, habitée depuis l'époque hellénistique, fameuse pour sa gastronomie, qui se situe à soixante-cinq kilomètres de la frontière syrienne. «Et, de là, comment ça a continué?», demandera le journaliste.

«Et de là... j'avais, depuis le Luxembourg, réservé un hôtel à Gaziantep. Il s'appelle Yunus Hôtel. J'avais réservé sur internet. J'ai pris un taxi, à Gaziantep, je lui ai montré ma réservation, il m'a conduit à l'hôtel, j'y suis resté un jour ou deux, un jour, je crois, puis j'ai... j'ai reçu, de cette personne avec qui j'avais parlé sur Facebook, un numéro, d'un... passeur, oui, quelqu'un qui t'amène de Gaziantep en Syrie, à la frontière, et je l'ai appelé.»

Le Yunus Hôtel, nous avons vérifié, est un petit hôtel deux étoiles dans un bâtiment rectangulaire à quatre étages, à la façade claire, c'est propre, il y a un buffet de salades et de pâtisseries au petit-déjeuner, il coûte seize euros la nuit sur Booking. De Gaziantep, S. est donc ramené à Jarablous, qui a été, à cette époque, fin 2014, le principal poste-frontière par lequel ont transité les recrues djihadistes, ainsi que le trafic de financement de l'organisation, comme le pétrole, les armes et les antiquités de sang. S. y passe dix-sept jours dans un camp d'entraînement. Nous reviendrons sur cela plus tard.

Voilà comment s'est passée la hijra de S., véritable voyage initiatique, sans nécessaire but de retour.

Il est difficile de savoir ce que S. a fait en Syrie, s'il a été impliqué dans les combats ou non, qui il a fréquenté, comment il a passé son temps. A-t-il vécu ce que d'autres muhajirin, c'est-à-dire ceux qui ont émigré – c'est ainsi qu'on a appelé les migrants qui ont accompagné le prophète – ce que d'autres muhajirin donc ont décrit comme un djihad de luxe, de frime et de confort, ou bien comme une colonie de vacances, avec un quotidien fait de balades touristiques au bord de l'Euphrate, de shopping à Raqqa, de drague dans les cybercafés, ou de selfies posant, jambes écartées, bras croisés, pistolet Glock dans une main et nouveau smartphone dans l'autre, comme dans les clips de rap, devant un pick-up sur lequel on a monté une mitrailleuse automatique ?

A-t-il participé à la mise en scène de son quotidien sur les réseaux, comme l'ont fait beaucoup de jeunes Français ou Belges, postant des photos d'eux avec une kalachnikov autour des épaules, pour les moins crâneurs d'entre eux, ou des têtes tranchées tenues par les cheveux, pour les autres ?

A-t-il, lui aussi, vécu dans les grandes maisons ou les appartements spacieux abandonnés à la hâte par des Syriens fortunés qui ont fui la guerre, en y laissant parfois tous les objets personnels, papiers, photos, peluches, comme l'ont fait les Allemands, lors de la Deuxième Guerre mondiale, lorsqu'ils s'installaient dans les maisons et villas de familles aisées, juives ou non, qui avaient précipitamment quitté la ville à la nouvelle de l'avancée des chars allemands ?

Ou bien se rêvait-il lui aussi en chevalier de l'islam, tuant des kuffar, des mécréants, au nom d'une expérience libératoire ? Avait-il l'impression de participer à quelque chose de révolutionnaire et de mystique ? De réaliser une prophétie ? De fonder un pays de liberté, une cité utopique pour les musulmans, peu importe leur nationalité et leur ethnie, où toutes les inégalités seraient balayées ?

Est-ce que sa fuite en avant, son projet supérieur, sa recherche d'un lieu où les lois du Luxembourg ne comptaient plus, où les règles du système qu'il rejetait n'existaient plus, est-ce que tout cela correspondait à un idéal ?

Est-ce que son départ lui a fait regagner une estime de lui-même ? A-t-il trouvé en Syrie une communauté qui lui faisait défaut, au Luxembourg ? On est en droit de le croire, oui.

Tout comme on est en droit de croire qu'il aurait pu, sous d'autres circonstances, ou à une autre époque, se tourner vers un engagement tout à fait différent.

\*

Le 23 août 2019, c'est au tour du journaliste luxembourgeois de faire un voyage similaire, même si l'itinéraire change un peu, en embarquant d'abord dans un petit avion qui l'amène à l'aéroport international de Vienne, où il prend un autre vol vers la capitale du Kurdistan irakien, Erbil, une des plus anciennes villes de l'histoire continuellement habitée, depuis la Mésopotamie jusqu'à aujourd'hui. En un sens, la motivation de son départ, comme celle de S. avant lui, tire elle aussi son origine d'un système défaillant. C'est aussi, en quelque sorte, une fuite en avant.

Il est 14 heures quand il descend de l'avion. C'est l'après-midi, il fait presque cinquante degrés. Il a voyagé en business class, pour pouvoir amener son équipement technique, caméra, lumière, micros. Les sièges en classe économique étaient quasiment tous vides. Personne ne va à Erbil pour des vacances. Si on y va, c'est pour les affaires, principalement le pétrole, ou bien en mission diplomatique. Ou parce qu'on est correspondant étranger pour les médias occidentaux. Il y a un vol par semaine depuis Vienne, avec Austrian Airlines.

Cet après-midi, le journaliste rencontre son fixeur, comme on dit dans le milieu du journalisme de guerre. C'est-à-dire son entremetteur, l'homme qui, sur place, depuis deux mois, a organisé et planifié dans les moindres détails la route qu'il leur faudrait parcourir pour parvenir à cette prison secrète en Syrie. Qui a organisé les différents moyens de transport, d'un côté et de l'autre de la frontière, qui s'est occupé de la sécurité rapprochée, donc des hommes lourdement armés qui les ont accompagnés durant tout le périple, qui a déniché les endroits où ils pourraient passer les nuits, et, très important, qui s'est procuré, auprès des autorités kurdes, toutes les autorisations qu'il faudrait avoir pour mener à bonne fin cette interview.

Il fallait une autorisation de passage de la frontière irakienne vers la Syrie et une dans l'autre sens, pour ne pas être pris pour des réfugiés syriens ou kurdes qui tenteraient de quitter le pays pour échapper à l'armée turque ou à la barbarie de l'EI.

Il fallait une autorisation de tournage sur le territoire du Rojava.

Il fallait une autorisation pour rencontrer et interviewer le prisonnier S.

Ce fixeur – dont il ne faut pas donner le nom complet, ici, c'est pour sa protection, nommons-le Mahmoud – est un Kurde de Syrie, originaire de Raqqa, qui a fui en Irak. Il parle arabe et kurde, avec un accent kurde syrien. Il a fait toutes les démarches, est allé se présenter dans divers bureaux et voir tous les responsables. Quand on veut réaliser un reportage dans une région en guerre, avoir un bon fixer, c'est crucial. Il faut à la fois lui faire confiance, et ne pas trop lui poser de questions.

Pour trouver Mahmoud, le journaliste s'y est pris des mois à l'avance. Il a contacté plusieurs de ses connaissances, rencontrées

lors de précédents reportages dans le Moyen-Orient, un caméraman anglais vivant à Bagdad, un journaliste de Sky News Beirut, et un certain Vladimir, qui travaille pour le groupe de médias Rudaw Media Network à Souleimaniye, dans le Kurdistan irakien, à deux cents kilomètres au sud-est d'Erbil. Au téléphone, ou par mail, il leur explique, sans donner de détails, où il prévoit de se rendre, demande leurs conseils, si c'est dangereux, et s'ils ne connaissent pas un bon fixeur ?

La réponse est trois fois plus ou moins la même. C'est risqué, mais pas trop non plus, disent-ils, dans des messages laconiques. Ils l'avertissent tous les trois des préparatifs de l'armée turque, par contre. C'est l'été, et tout le monde sait que dès que la chaleur ne sera plus aussi écrasante, Erdoğan lancera son deuxième assaut sur les Kurdes en Syrie, peu importe si l'invasion d'un pays souverain et est une nette violation des lois internationales. Il menacera d'ailleurs l'Union européenne d'ouvrir les frontières vers l'Europe à trois millions six cent mille migrants, si son opération militaire venait à être présentée comme une invasion.

Ce sera l'opération «Source de paix», dont nous avons déjà parlé.

Ce sera maintenant ou jamais, lui disent ses contacts.

Vladimir lui laisse un message vocal en anglais. «I don't think that there are security concerns. Have a lot of money with you, there are no cash machines. And when you are in a city, be careful if you are close to Christian neighbourhoods.» Le journaliste ne comprendra que plus tard l'importance de ce dernier avertissement.

Il recevra finalement de ces trois hommes une liste de noms. Deux noms apparaîtront sur chacune des listes. Un des deux est